

Mobilisation dans l'UE : de la crise sanitaire à la crise économique...

Depuis maintenant plus de 3 mois, l'actualité dans les médias se résume au Covid-19. Parti de Chine, l'épidémie de Coronavirus s'est transformée en pandémie. Partout l'alerte est générale et le point d'évolution de sa propagation se résume à des chiffres. Via l'OMS, il s'agit d'un comptage quotidien des contaminés identifiés et des victimes du virus pour l'ensemble de la planète. Après la Chine, l'Europe et les États-Unis, l'Amérique du Sud et particulièrement le Brésil sont l'épicentre du phénomène. Avec le changement de saison, le déconfinement est la « Une ».

Le déconfinement à l'ordre du jour

Le réveil est douloureux. Après une crise sanitaire, peut-être provisoire pour certains experts du monde médical, c'est la crise économique qui prend le relais. Elle sera difficile à appréhender particulièrement dans les pays du Sud de l'Union européenne comme l'Italie, la France et l'Espagne.

À la sortie de ces confinements, diversement appréhendés, l'Allemagne avec Angela Merkel confirme son leadership européen. Elle domine économiquement l'Union et tient à conserver cet avantage d'abord et avant tout dans son propre intérêt. Il est perçu par certains pays partenaires comme un confort, par d'autres comme une indifférence à la limite du mépris. Cette réalité politique conditionne la réussite de toute initiative pour progresser vers un objectif commun, seule clé du progrès, de la réussite et d'une entente partagée.

La France se trouve comme à l'accoutumée au milieu du gué économique et stratégique avec l'Allemagne et le reste de ses partenaires. Les rencontres bilatérales entre chefs d'état ou de gouvernement, suivies d'annonces exceptionnelles ne trompent plus la communauté européenne, même si elles peuvent être considérées comme des stimulateurs. Emmanuel Macron et Angela Merkel en ont usé pour inciter au déblocage de centaines de milliards pour relancer l'activité et l'économie. Cette dernière n'hésitant pas à s'affranchir de l'ultimatum du Tribunal de Karlsruhe adressé à la BCE.

Cumul des plans de relance dans l'UE

Après le MES avec 550 Md€, ce sont les 500 Md€, franco-germanique. Ils seront intégrés dans les 750 Md€, de la Commission européenne proposés par Ursula von der Leyen. Quant à la BCE, Christine Lagarde parle de 1000 Md€, disponibles sous forme de prêts à la demande de chaque État, grâce à un rachat massif de dettes publiques et privées. Nous y sommes. Ce sont plus de 2250 Md€, qui seront attribués, prêtés ou consentis en rapport avec les dettes engagées, etc. Pour qui ? Sous quelle forme ? Quand et comment ? Quelle accessibilité et quel coût ?

En guise de plans de relance, quel sera le partage entre les pays de la zone euro et les autres. Sont déjà opposés à toutes ces formules plus politiques qu'économiques, les Pays-Bas, le

Danemark, l'Autriche, la Suède et la Pologne, pour ne citer qu'eux. Les 27 (zone euro ou non) auront fort à faire pour trouver un accord. L'euro, monnaie unique refuge pour les uns, pose de sérieux problèmes à d'autres.

Cette crise a permis de réaliser que les plus européens des pays de l'Union se sont d'abord rappelés des bienfaits de leur indépendance et de leur statut de Nation. Cela ne les empêche pas d'avoir recours auprès de cette organisation européenne à inspiration fédérale qui veut perdurer dans sa domination en favorisant en permanence son intrusion dans les politiques nationales.

Sous prétexte de l'ampleur de cette crise mondiale, face à la guerre économique entre la Chine et les États-Unis d'abord, l'UE prêche pour une solidarité européenne que nos amis allemands accepteraient volontiers de contrôler. Il lui faudra à court terme choisir son camp !